

Le plan de contrôle des chômeurs dénoncé dans toutes ses dérives

F., seule, 2 enfants à charge, exclue du chômage

Madame F., 22 ans, maman célibataire de deux enfants (2 et 4 ans), a raté l'examen qui contrôlait sa « disponibilité au travail ». Cette chômeuse a suivi une formation en alternance en hôtellerie, qu'elle a arrêtée pour accoucher de son aîné. Lors de sa première convocation à l'Onem, on l'a sommée de rédiger une lettre de motivation et un CV.

Un CV ? Quésaco ? Avec zéro diplôme, zéro qualification ?

Sanctionnée lors de son deuxième passage à l'Onem, elle a vu ses allocations d'attente suspendues. Privée de ressources, elle est néanmoins priée de redoubler d'efforts de recherche d'emploi, sous peine d'être définitivement privée de ses allocations, d'ici à sa prochaine convocation, dans quatre mois. Elle doit donc se déplacer, téléphoner, écrire, faire garder ses enfants. Avec quel argent ? Madame Z a sollicité l'aide du CPAS. Elle a obtenu un secours... Remboursable. Elle sera priée de reverser 100 euros par mois lorsqu'elle retouchera son chômage. Que lui arrivera-t-il si elle est définitivement radiée de l'Onem ? Mystère.

Ce cas épinglé parmi d'autres, illustre le voyage en Absurdie que peut représenter le « contrôle de la disponibilité des chômeurs ». *Stop ou encore ? Plan pour l'emploi ou chasse aux chômeurs ?* C'était le thème du débat qu'organisait, mardi soir, à l'ULB, la plate-forme syndicale et associative opposée à ce plan, pour mettre sur le gril Elio Di Rupo et Karine Lalieux (PS).

La plate-forme contre la chasse aux chômeurs ne cesse d'exiger le retrait pur et simple de ce plan. *Cette grande machine bureaucratique n'engendre qu'un effet très pervers : priver de droits sociaux les plus précarisés.*

Mais, pragmatiques, les associations signataires, comme la CSC bruxelloise et la FGTB liégeoise, concentrent leurs tirs sur le danger d'élargir le plan à 100.000 chômeurs de 30 à 40 ans, tant qu'on n'a pas évalué la première phase, appliquée aux 100.000 jeunes chômeurs de longue durée. Avec Yves Martens, responsable de « Solidarité contre l'exclusion », ils exigent que les CPAS garantissent le revenu d'intégration ou l'aide sociale aux chômeurs privés d'allocations. Sous peine de voir ceux-ci basculer dans la totale pauvreté. Les CPAS auront-ils les moyens de répondre aux demandes ? Ce plan ne recèle-t-il pas un agenda communautaire caché, visant à transférer une charge assumée hier par la Sécu fédérale, vers des communes déjà confrontées à une grande précarité ? D'où la demande d'un remboursement à 100 % des nouveaux coûts mis à charge des communes.

Au fil du débat, le parti socialiste a pris certains engagements. Les chômeurs privés d'allocations d'attente, donc des moyens de rechercher un emploi ? Elio Di Rupo promet d'évoquer la question avec la ministre de l'Emploi, Freya Van den Bossche (SP.A). Contraint d'écourter sa prestation en raison d'un deuil familial, il cède le relais à la députée Karine Lalieux. Celle-ci promet que la première phase du plan sera bel et bien évaluée. Mais en septembre (la deuxième phase sera lancée le 1er juillet). Les syndicalistes donnent de la voix. *On ne se contentera pas de lire les chiffres d'exclusions. On veut savoir combien de chômeurs ont trouvé un emploi, combien ont suivi une formation, si ce plan si coûteux sert à les réinsérer. Ou uniquement à exclure.* Karine Lalieux s'engage à les associer aux critères d'évaluation.

Les témoignages jettent un jour cru sur certaines pratiques de l'Onem. Les femmes seules avec enfants se voient signifier de trouver dare-dare des solutions de garde. Jacques Debatty (CSC) s'indigne : *Mission impossible ! Aucune crèche bruxelloise n'accueille les enfants de chômeurs.* Freddy Bouchez (FGTB), qui accompagne les chômeurs dans leurs entretiens, dénonce : *On organise un marché du travail précaire. Les chômeurs sont obligés de s'inscrire dans les agences d'intérim. Certaines dénoncent à l'Onem le refus d'accepter l'un ou l'autre boulot, ce qui vaut au chômeur quatre semaines de suspension d'allocations. Est-ce pour forcer les chômeurs, puis les salariés, à accepter n'importe quel travail ?* Un autre accompagnateur syndical (CSC), Jean Capelle, dénonce : *Les jeunes qui ont « fait des bêtises » ne sont acceptés ni en formation ni en intérim, faute d'avoir un certificat de bonnes vie et moeurs. Va-t-on, en les privant d'allocations, les forcer à replonger ?*

Autant de questions qui restent ouvertes. Et urgentes.

Bénédicte Vaes

De la rue de la Loi aux gens d'en bas, la distance du Sahara

La Belgique d'en haut et celle d'en bas ? Le débat de l'ULB a révélé un grand écart entre la politique et le social. Quand on vit asphyxié par la précarité, ballotté par l'incertitude, comment décode-t-on les contraintes du pouvoir ? Au fil des bouffées de révolte, on retient l'impression accablante que la politique n'a aucune prise sur sa vie. Ni, d'ailleurs, sur l'« horreur économique » qui fabrique l'exclusion. On éprouve la tentation sournoise de lui filer un coup de pied par un vote-sanction, pour les pires des partis, ceux qui ne résoudreont jamais rien.

Elio Di Rupo a voulu démontrer que notre pays résiste, comme le village d'Astérix, au diktat de l'Europe visant à lamener la protection sociale des chômeurs. Il a évoqué l'isolement du PS face à la droite et à la Flandre, même socialiste. Ses interlocuteurs n'en ont retenu qu'une chose, sa défaite, en rase campagne. *Vous nous avez trompeusement vendu un plan d'accompagnement. C'est une stratégie de sanctions ! Vous promettez d'ajouter des rustines. Comment ferez-vous ? Il n'y a même plus de pneu...* Le président du PS a tenté, mais en vain, de sortir de ce dossier pourri des exclusions. Il a vanté le nouvel enjeu qui le mobilise : le redressement de la Wallonie, la création de richesses sans laquelle toute redistribution est vaine. Bref son plan Marshall. Il s'est révélé invendable à ceux qui vivent au jour le jour. *Monsieur le président, expliquez-moi en quoi l'exclusion de chômeurs crée de la richesse...* Di Rupo a lancé son couplet sur le sauvetage de la Sécu. On lui a dit : *Sauve-t-on la Sécu en la détricotant ?*

Les élites qui se disent stupéfaites qu'on puisse voter non à l'Europe devraient, parfois, rencontrer des chômeurs.

Bénédicte Vaes